AR Prefecture

046-214601379-20240522-202405004-DE Reçu le 27/05/2024

Commune de LABASTIDE-MARNHAC

Département du LOT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 22 MAI 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération
15	14	14

Date de la convocation le 6/05/2024.

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux du mois de mai à dix-huit heures et trente minutes, le conseil municipal de LABASTIDE-MARNHAC s'est réuni à la mairie, sous la présidence de M. Daniel JARRY, Maire

<u>Etaient présents</u>: Daniel JARRY — Josiane MIO BERTOLO -Fabrice CLARY — Marie CALMON LAGARRIGUE — Julian GOMEZ — Evelyne CRABOL — Evelyne DESCHAMPS — Jean-Jacques BOUSQUET — Jean-Marc LAVIALE — Liliane RESSEGUIER — Sylvie LOUIS — Pierre MASSABEAU — Sylvia BAQUE — Benoît JURASCHEK

Absents: Olivier TAURAND

Secrétaire de séance : Fabrice CLARY

DELIBERATION Nº 2024-05004

Objet - Versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Parmi les mesures de revalorisation salariales annoncées par le ministre de la Transformation et de la Fonction publique, figurait le versement d'une prime exceptionnelle visant à améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires et contractuels.

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 prévoit que, pour bénéficier de cette prime, les agents publics doivent :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023;
- Avoir perçu une rémunération inférieure ou égale à 39 000 € au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délal de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier au par l'application informatique Télérecours accessible par le lien : http://www.telerecours.fr

AR Prefecture

046-214601379-20240522-202405004-DE Recu le 27/05/2024

La prime prévue est versée par :

- L'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023 ;

- Chaque employeur public, lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

L'organe délibérant de la collectivité détermine le montant de la prime, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'Etat et aux employeurs hospitaliers.

Les montants pouvant être alloués varient ainsi de 800 euros (pour les agents dont la rémunération est d'au plus 23 700 euros sur la période de référence) et de 300 euros (pour les agents dont la rémunération est comprise entre 33 601 euros et 39 000 euros). Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité, l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, établissement, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La prime peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024.

VU le Code Général de la Fonction Publique;

VU la loi nº 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale;

VU l'avis du comité social territorial en date du 30 novembre 2023;

AR Prefecture

046-214601379-20240522-202405004-DE Reçu le 27/05/2024

Considérant que le montant de la prime est modulable en fonction du niveau de rémunération de l'agent de la collectivité, dans une certaine limite ;

Considérant que la prime peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024 ;

Le Maire de LABASTIDE-MARNHAC informe l'Assemblée de la possibilité d'instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

ARTICLE 1:

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents qui remplissent les conditions réglementaires selon le barème suivant :

	Montant de la prime du
juillet 2022 au 30 juin 2023	pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	300 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	250 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	200 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	150 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	100 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	75 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	50 €

ARTICLE 2:

Cette prime fera l'objet d'un versement unique.

ARTICLE 3:

Les crédits inscrits au budget primitif sont suffisants.

Après délibération le Conseil Municipal,

DECIDE

à l'unanimité des membres présents

- D'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.
- Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 27 mai 2024.

Ainsi fait et délibéré aux jour, mois et an que dessus, Pour copie conforme,

LE MAIRE Daniel JARRY

Publié le 27/05/2024

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien: http://www.telerecours.fr